

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Retour de Port-Saïd

par J. GALLIENNE

Une politique conservatrice

bien aventureuse

par Robert LOUZON

L'Egypte, Nasser et le Mouvement ouvrier

par Louis MERCIER

La grève du Schleswig-Holstein

par Gustave STERN

Impressions de voyage en Extrême-Orient

par Marthe BIGOT

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne
14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 414 - Février 1957

Retour de Port-Saïd	J. GALLIENNE
Notes d'économie et de politique	
Une politique conservatrice bien aventureuse — Un sabre de bois — Choses d'outre-mer	R. LOUZON
La grève du Schleswig-Holstein	Gustave STERN
Chronique de Barcelone.	
Impressions de voyage en Extrême-Orient.	Marthe BIGOT
L'Egypte, Nasser et le Mouvement Ouvrier.	Louis MERCIER
Radio et Culture populaire	A. F.
Lettre d'Alger.	
La grève d'Alger vue par un journaliste américain.	
Une justification doctrinale et magistrale de la politique Lacoste	R. HAGNAUER
En Israël, déclarations de la « 3 ^e Force ».	
Parmi nos lettres	
L'opinion du secrétaire de la Fédération Graphique Internationale — L'insurrection est-elle toujours possible? — L'abonnement n'est pas une approbation — Un désabonnement — « Avec leurs tripes ».	
A travers les livres	
Idéologies et réalités : de Jeanne Hersch. — Les Antilles décolonisées, de Daniel Guérin.	
Le Mouvement ouvrier africain s'organise.	
Solidarité chrétienne	A. NEEL
Cercle Zimmerwald.	

ENTRE NOUS

Nous disions dans notre dernier numéro que nous n'étions pas contents de nous. Nous le sommes de moins en moins.

D'abord nous n'avons pas encore rattrapé notre retard. Et naturellement le mouvement s'accroît en se prolongeant. Recevant la « R. P. » après le 20, nos collaborateurs nous envoient leur copie avec un décalage de 15 jours, ce qui nous oblige à faire attendre l'imprimeur ou à laisser en souffrance des papiers d'actualité. Difficile dans ces conditions de présenter un numéro équilibré. D'autant plus que les linotypistes ne sont pas à notre disposition et qu'une parution régulière exige des machines vacantes certains jours du mois.

D'autre part, notre équipe travaille à la « R. P. » pendant ses loisirs.

Finidori assurait la permanence le jour et la nuit... Charbit « cuisine » la « R. P. » entre deux trains... Notre jeune Claude consacre à l'administration presque toutes ses demi-journées « vacantes »... Hagnauer sort de classes assez lourdes logées près du Pont-Neuf pour « se reposer » (1) dans la joyeuse turbulence de Sèvres. D'autres sans doute se mettent au boulot. Mais le plus dur ce n'est pas de faire travailler chacun, c'est de réunir tout le monde pour préparer le numéro, organiser le travail...

Aussi ce numéro est-il particulièrement mal équilibré. Sans doute, la gravité des problèmes internationaux explique-t-elle que nous promentions nos camarades de Suez à Alger, à Barcelone et à Saïgon. Mais il y a aussi la situation syndicale. Et une revue dont la raison d'être est la renaissance du syndicalisme révolutionnaire n'a pas le droit de négliger les problèmes ouvriers.

Seulement, nous avons décidé depuis la fondation de l'Union des Syndicalistes de laisser à celle-ci la responsabilité de la chronique syndicale. Et

l'ami Guilloré « a loupé la commande ». Impossible d'attendre. Notre numéro doit sortir, ou il nous faudrait le renvoyer à la fin du mois. Il faut espérer que cela ne se renouvellera plus. Il faut espérer surtout que les camarades alimenteront la rubrique et n'en laisseront pas toute la charge à Guilloré.

Cependant nous étouffons dans nos 24 pages. Nous sommes obligés de laisser sur le marbre de la copie qui aurait alimenté les débats sur les problèmes nationaux et internationaux. Hagnauer qui, du pacifisme, attendra le prochain numéro. Et à la suite de J. L., a voulu reposer la question pour se venger du cuisinier, il allongera la sauce...

On voudrait aussi prolonger le débat sur l'automatisme, parler des jeunes, des institutions qui lui sont propres, comme les Auberges de la Jeunesse, les Faucons Rouges, etc...

Mais pour cela il faut d'abord songer à assurer notre stabilité financière et développer notre diffusion. D'autant plus que l'édition de la première brochure de l'Union nous laisse un lourd déficit. Aussi insistons nous fraternellement sur les points suivants :

1) Renouveler régulièrement les abonnements et ne pas oublier LA SOUSCRIPTION PERMANENTE.

2) REMBOURSER D'URGENCE LES COLIS DE LA PREMIERE BROCHURE.

3) COMMANDER D'URGENCE LES COLIS DE LA SECONDE BROCHURE.

4) Nous envoyer les listes de possibles.

5) Abonner à l'essai des camarades susceptibles de s'intéresser à la « R.P. » et à l'Union.

6) Ne pas oublier que les adhésions à l'Union et les commandes de brochures doivent être adressées au trésorier : ROBERT MARCHETI, 1, rue Dulaure, Paris (20^e) — C.C.P. PARIS 7473-08.

RETOUR DE PORT-SAÏD

Quand, après avoir vécu les événements de novembre, après avoir entendu pendant toute la durée de l'occupation les pires inepties de la bouche d'Européens qui vivaient de l'Égypte sans avoir jamais essayé de la comprendre, après avoir été privé pendant cette période de tous journaux, de toutes publications progressistes, on peut lire, en arrivant en France, ce qui a été écrit dans « la Révolution prolétarienne », « l'École émancipée » ou quelques autres revues d'avant-garde, on respire. S'il n'y a pas eu, ici, de Labour Party pour lutter contre une folle politique, il y a eu au moins quelques petits groupes qui ont sauvé l'honneur, condamnant avec la même vigueur les entreprises impérialistes franco-anglaises en Égypte, et la répression de la révolution hongroise par les impérialistes russes.

Les lecteurs de la « R.P. » ayant déjà beaucoup appris sur ce sujet, il me paraît inutile de reprendre la question depuis A jusqu'à Z. Par contre, il est bon d'apporter mon point de vue sur certains points controversés, ainsi que quelques précisions sur certains faits.

Tout d'abord, qu'est-ce que Nasser ? La propagande officielle en a fait à tort et à travers un chef fasciste, comparable à Hitler, à Mussolini, à Franco. Les soldats français qui ont été envoyés à Port-Saïd avaient été nourris à fond de cette propagande, et s'imaginaient naïvement, du moins beaucoup d'entre eux, qu'ils venaient délivrer le peuple égyptien. A cette affirmation, Louzon répond : « Pas du tout, Nasser n'est pas un Hitler, mais un Robespierre », ce qui amène des protestations de certains lecteurs même de la « R.P. ». A mon avis, Louzon a parfaitement raison de distinguer entre les dictateurs fascistes, arrivés au pouvoir pour briser une révolution prolétarienne montante, et les dictateurs des pays sous-développés, dont la tâche est de résoudre nationalement les tâches de la révolution bourgeoise. Toutefois, la révolution bourgeoise qui s'accomplit avec un certain retard historique dans les pays d'Asie et d'Afrique au vingtième siècle a des aspects très différents de la grande révolution française du dix-huitième siècle, si bien qu'il est assez difficile de reconnaître l'influence de cette dernière sur les événements actuels d'Égypte ou d'autres pays récemment encore en proie à la domination coloniale. Plutôt qu'à Robespierre, il faut à mon avis comparer Nasser à tous les chefs de gouvernements, dictateurs ou non, qui, au vingtième siècle, ont dirigé une révolution bourgeoise nationale dans un pays économiquement sous-développé : Ataturk, Amanoullah, Nehru, Soekarno, Mossadegh, voire Nkrumah en Côte d'Or. Tous ceux-ci font partie d'une même famille d'hommes d'Etat, en dépit des différences très grandes qui peuvent être facilement établies entre eux, et de la plus ou moins grande profondeur de leur esprit révolutionnaire. (Dans le domaine du laïcisme, par exemple, il est certain qu'Ataturk était infiniment plus hardi que Nasser.) Cependant, si ces questions ne sont pas claires pour nous, au point que nous en discutons en formulant d'assez profondes divergences, comment le seraient-elles aux yeux des masses orientales, qui n'ont pas l'habitude de classer les hommes et les idées d'après nos concepts d'Occident ? Il ne faut donc pas s'étonner de lire parfois dans les journaux arabes des affirmations qui nous heurtent, et qui semblent apporter de l'eau au moulin de nos adversaires. Si le rôle néfaste du fascisme — du vrai — est clair pour nous, il ne l'est pas toujours pour des Orientaux même parmi les plus proches de nous objectivement. Beaucoup d'entre eux voient en Hitler avant tout l'adversaire de leurs adversaires, franco-britanniques ou juifs, et sont prêts à accepter une assimilation que nous avons, pour

notre part, le devoir de rejeter, d'abord parce qu'elle est fautive, ensuite parce qu'elle sert à justifier les entreprises impérialistes que nous combattons. Toutefois, la confusion dont nous parlons est loin d'être générale, et l'on pourrait citer autant d'articles de journaux arabes antifascistes que d'articles pro-fascistes. Un argument, il est vrai, a été souvent avancé : Nasser, jusqu'au resserrement de ses liens avec les Russes, avait autour de lui des conseillers allemands, nazis notoires, anciens SS pour la plupart. Il est exact qu'après la guerre mondiale, un certain nombre de SS se sont réfugiés en Orient, et sont devenus les conseillers militaires des pays arabes. En Égypte, ils étaient en place sous Farouk ; ils le sont restés sous les présidences de Néguib, puis de Nasser. En Syrie, ils avaient une certaine influence sous Chichakly : ce dernier étant aux yeux des dirigeants français un bon dictateur, puisqu'il était pro-occidental, on ne le lui a jamais reproché. Conseiller militaire ne veut d'ailleurs pas dire conseiller politique, et Nasser, à la demande des Russes, n'a pas hésité à renvoyer les siens.

Il devrait donc être clairement établi pour tous les lecteurs de la « R.P. » que Nasser est un révolutionnaire bourgeois, désireux de libérer l'Égypte et les autres pays arabes des traces de l'impérialisme étranger qui y subsistent encore, et qu'il convient de le soutenir dans cette lutte. Toutefois, il ne s'identifie pas forcément à la révolution égyptienne prise dans son ensemble. Ayant lui-même remplacé Néguib, il sera peut-être remplacé à son tour un jour par un autre, sans que pour cela notre attitude générale à l'égard des problèmes orientaux ait été révisée. Il n'est pas nécessaire non plus d'approuver chacune de ses actions. Si je considère que l'Égypte était dans son droit en nationalisant un canal qui traverse son territoire, je ne pense pas moins qu'au point de vue économique, elle aurait mieux fait de procéder d'une façon moins brutale, plus lente, dans l'intérêt même de son peuple. Ce qui ne diminue en rien ma réprobation de l'action menée par les gouvernements français et britanniques.

Sur les événements mêmes de Port-Saïd, voici quelques précisions. Le chiffre des morts est impossible à évaluer sainement. Les communiqués français officiels ont dit : 650 à 750 Égyptiens tués (contre 16 Français, et à peu près le même nombre d'Anglais). Les Égyptiens, eux, donnaient le chiffre de 7.000. A mon avis, le nombre des victimes est d'une importance secondaire. Le fait à retenir, c'est que de nombreux Égyptiens ont trouvé la mort en résistant à des assaillants bien mieux armés qu'eux. Je ne sais pour quelles raisons stratégiques l'armée égyptienne n'a guère résisté à Port-Saïd. Elle s'est regroupée à Ismailia où se serait produit le choc décisif, si l'action de l'O.N.U n'avait pas arrêté l'avance franco-anglaise. Mais les gendarmes de Port-Saïd, et la population civile, à qui des fusils furent distribués à la hâte, résista héroïquement aux tanks britanniques, tandis que les parachutistes français avaient pris aisément Port-Fouad. Le lendemain de la bataille, des cadavres égyptiens jonchaient les rues de Port-Saïd. Quant aux destructions, elles se produisirent surtout là où il y eut résistance : au nord-ouest, près de la mer (quartier habité par les étrangers ou par de riches Égyptiens), quelques maisons éventrées par les obus. Sur la plage, de nombreuses cabines de bains — certaines étant devenues de petites maisons habitées par des pauvres — brûlées. En plein centre de la ville, un important groupe de maisons de pierre — ironie du sort, habitées par des Juifs — transformé en un monceau de ruines. Enfin, au sud-ouest, le quartier le plus pauvre, le « bidonville » dont il a été beaucoup parlé, entièrement

détruit, non par suite, cette fois, d'une résistance particulière, mais probablement parce qu'un projectile y mit le feu. En somme, une faible surface détruite, si on la compare à l'ensemble de la ville. Mais assez pour soulever d'indignation un peuple qui n'avait en somme jamais vu de près la guerre, et qui était en fin de compte peu guerrier : il se montre courageux mais manquant totalement de pratique militaire.

Et maintenant, efforçons-nous de dresser le bilan de l'opération.

Mollet et Eden avaient une série de buts de guerre, les uns avoués, les autres sous-entendus. Le premier était la sauvegarde de la liberté de passage dans le canal. Dès les premières attaques, les Egyptiens ont coulé une flottille, multipliant les épaves pour empêcher la navigation. Le canal est obstrué pour une période encore longue, et l'Europe occidentale est en proie à la crise du pétrole. Quant à l'ancienne compagnie, elle a fait son deuil du vain espoir de reprendre son ancienne importance.

Ils voulaient porter un coup décisif au régime de Nasser. Ce dernier est devenu plus populaire que jamais. S'imaginer qu'il y avait encore en Egypte des partisans de Farouk ou de Néguib et qu'ils aient accepté de former un gouvernement pro-occidental, c'était ne rien comprendre à la réalité égyptienne. Il ne restait plus rien non plus du Wafd. Les seules forces anti-nassériennes étaient les Frères Musulmans, et dans une moindre proportion, les communistes. Ni les uns ni les autres ne pouvaient accepter de faire cause commune avec les envahisseurs. Sans confondre leur action, les trois partis agissent en même temps. Et chaque matin, malgré le sévère couvre-feu qui interdisait à la population civile de circuler après 17 heures, on pouvait lire, dans la rue Saad Zaghloul, la plus grande voie populaire de Port-Saïd, les tracts et les inscriptions rédigés en trois langues (arabe, anglais, français), et voir par centaines les portraits de Nasser, qui couvraient les murs. Chaque jour déchirés, chaque jour ces marques de la résistance d'un peuple réapparaissent.

Ils voulaient encore, ont-ils dit, obliger l'Egypte et les pays arabes à accepter un règlement définitif avec Israël. Sans parler de la faute monumentale que constituait, à leur propre point de vue, le fait de s'être servi d'Israël pour engager la lutte, il est facile de voir que l'agression initiale d'Israël a rendu tout compromis plus impossible que jamais. Bien plus : elle a attiré sur les Juifs d'Egypte des persécutions qui ne s'étaient jamais produites auparavant. Un certain nombre d'entre eux, en effet, furent arrêtés, emmenés de Port-Saïd au Caire. Cette action semble avoir été faite sans aucun discernement. Mais si elle peut nous apparaître à bon droit comme regrettable, comment ne pas être écœuré par les protestations de la radio israélienne qui, après avoir poussé les Juifs des pays arabes à agir comme une cinquième colonne, crie au fascisme lorsque l'Egypte les traite en adversaires ?

Le gouvernement français pensait aussi, à travers Nasser, atteindre la rébellion nationale algérienne. C'est ne pas comprendre la profondeur du mouvement anti-impérialiste, auquel la chute de Nasser, si elle se produisait, ne changerait rien.

Il a été prétendu, à Londres et à Paris, qu'il était temps d'agir pour sauvegarder les intérêts et défendre la vie des citoyens britanniques et français d'Egypte. Beau résultat ! Des gens qui avaient passé toute leur vie dans le pays ont dû le quitter, abandonnant tout ce qu'ils possédaient, parce qu'ils avaient un passeport français ou anglais, alors que jusqu'à l'attaque de Port-Saïd, personne n'avait songé à les inquiéter. Les lycées français laïques, dans lesquels pouvait s'établir un fructueux contact entre l'Orient et l'Occident, ont dû fermer leurs portes, tandis que les religieux, protégés par la citoyenneté vaticane (ils avaient arboré le drapeau du pape dès

le début du conflit), rouvraient largement les leurs.

Enfin, on a exprimé la nécessité de s'opposer à l'expansion de l'influence russe en Orient. Il est vrai que les Egyptiens escomptaient de l'U.R.S.S. une aide militaire qui ne s'est pas produite. Lorsque les parachutistes français sont descendus sur Port-Fouad, beaucoup ont cru que les alliés russes arrivaient. D'où une certaine rancœur pendant les premiers jours de l'occupation. Mais après, il y eut l'action russe à l'O.N.U., et l'U.R.S.S. reprit de l'influence, en même temps que les Etats-Unis d'ailleurs, qui surent habilement faire oublier leur refus de financer le barrage d'Assouan.

Ainsi, quand on veut bien réfléchir à ce qui s'est passé, on ne peut qu'être effaré devant une telle idiotie. C'est alors que les Français de droite — une droite qui, hélas, va jusqu'aux socialistes — nous disent : « Il en est ainsi parce qu'on nous a arrêtés. Si nous avions occupé tout le canal, si nous étions allés au Caire, alors Nasser aurait bien dû céder. » J'ai toujours répondu à de tels propos : « Dans ce cas, la guerre mondiale serait commencée. » Mais je me suis vite rendu compte que pour le colonialisme français, la guerre mondiale était un risque à courir. La guerre mondiale, comme Louzon l'a souligné, dans les pires conditions, avec tout le monde arabe et asiatique du côté des Russes, c'est cela que veut une certaine fraction de la bourgeoisie française, et spécialement, j'ai pu m'en rendre compte, une fraction que je crois numériquement importante des officiers français. Pour eux, ce n'était que partie remise. Encore quelques mois, on allait remettre ça, et cette fois, les Américains seraient bien obligés de s'y mettre, puisque les Russes y seraient aussi entraînés.

Une fraction de la bourgeoisie française ne peut admettre la fin du colonialisme, qui est une des caractéristiques essentielles de notre époque. En elle réside le plus grand danger. Il en est une autre cependant, dont le raisonnement n'est pas plus juste, qui propose, non sans quelque dépit, d'abandonner les colonies « qui nous coûtent plus qu'elles ne nous rapportent », « qui nous paient d'ingratitude », et qui ne voient d'autre solution que le repliement de l'Europe sur elle-même.

Puissent des travailleurs de plus en plus nombreux, manuels et intellectuels, comprendre qu'il y a une autre attitude, en face du réveil des peuples africains et asiatiques. Puissent mes amis Syriens, Libanais, Egyptiens, Jordaniens, que j'ai quittés dans des circonstances tragiques, avec une profonde tristesse mais non sans espoir de les revoir un jour, savoir qu'ils ont en Occident des frères qui comprennent leurs aspirations et haïssent autant qu'eux l'impérialisme.

J. GALLIENNE.

Que sont les réfugiés hongrois ?

Résultats des sondages systématiques effectués parmi les réfugiés hongrois, du 22 au 26 novembre 1956, dans les camps frontaliers d'Eisenstadt et Traiskirchen (Autriche).

Age. — 15 à 20 ans, 25 % ; 21 à 25 ans, 19 % ; 26 à 30 ans, 22 % ; 31 à 40 ans, 18 % ; au-dessus, 16 %.

Origine. — Budapest, 50 % ; autres villes, 30 % ; villages, 20 %.

Situation sociale. — Travailleurs, 56 % ; employés, 21 % ; non salariés (écoliers, étudiants, négociants), 11 % ; paysans, 7 % ; professions indépendantes-libérales, 5 %.

Motifs de l'émigration. — Crainte de déportation, 28 % ; combattants ou militants, 27 % ; crainte des poursuites, 16 % ; misère, mauvaise situation, espoir d'une vie meilleure, 14 % ; crainte des Russes, 12 % ; goût de la liberté, opposition au communisme, à la dictature, 8 % ; rejoindre les familiers déjà émigrés, 4 % ; ont tout perdu, 4 % ; divers, 5 %.

Notes d'Economie et de Politique

UNE POLITIQUE CONSERVATRICE BIEN AVENTUREUSE

Je m'excuse d'avoir encore à parler d'un sujet qui déplaît fort, je le sais, à beaucoup de nos lecteurs, comme d'ailleurs à presque tout le monde et à moi-même, mais je ne peux m'empêcher de penser que l'attitude de l'autruche qui se cache la tête pour ne point voir le danger est la pire de toutes et qu'il est plus digne de l'homme de regarder le danger en face, même s'il ne peut rien pour l'éviter.

Churchill n'est peut-être pas très intelligent, mais il sait au moins exprimer les évidences avec brutalité. C'est l'une de ces évidences criardes qu'il a énoncées lorsqu'il a dit, il y a une dizaine d'années, qu'une seule chose, alors, nous protégeait de la guerre, c'était la bombe atomique américaine.

Il est bien certain, en effet, que si la Russie n'a point profité de l'énorme supériorité de son armée de terre pour réduire l'Europe tout entière à l'état de satellite, ce fut par crainte d'une riposte atomique de la part des Etats-Unis. Ceux-ci, d'ailleurs, avaient parfaitement conscience qu'il en était ainsi, et c'est pourquoi depuis dix ans ils ne cessent de proclamer officiellement et officiellement que toute agression russe serait suivie immédiatement de « représailles » de leur part, c'est-à-dire, ainsi que tout le monde le comprend, d'un bombardement massif de la Russie par bombes à uranium et à hydrogène.

Mais il va de soi que la menace de ces représailles ne fut jusqu'ici efficace que parce que la Russie n'avait rien ou peu de chose à y opposer. Tant que l'arsenal russe en bombes atomiques, et surtout en moyens de délivrer ces bombes (avions volant assez loin pour atteindre le territoire ennemi et assez haut et assez vite pour n'avoir rien à craindre des moyens d'interception) était, soit inexistant, soit considérablement inférieur à celui des Etats-Unis, les Russes, qui ne sont pas des fous, étaient obligés de se tenir cois. Staline eut beau être le dur des durs, il ne put que se livrer à des rodomontades verbales, aucun acte ne les suivit et ne pouvait les suivre.

Mais l'on sait qu'aujourd'hui la situation n'est plus la même. Les deux adversaires sont maintenant de force équivalente : les Russes possèdent la bombe à hydrogène tout comme les Américains, et les « Bisons », leurs bombardiers à réaction à quatre moteurs, valent bien à tous les points de vue, de l'avis des Américains eux-mêmes, les B 52 à huit moteurs de l'armée américaine.

Bien plus ! Les Américains semblent admettre — en tout cas aucun d'eux n'a osé prétendre le contraire — qu'en ce qui concerne le lancement des projectiles atomiques par fusée — mode de lancement qui est destiné à éclipser tous les autres — la Russie est non seulement au niveau de l'Amérique, mais la dépasse.

Dans ces conditions, continuer à parler, comme le font encore, par habitude, Eisenhower et ses aides, de mesures de « représailles » contre une agression russe n'a plus de signification. La situation dont Churchill faisait naguère état, n'est plus ; l'existence de bombes atomiques entre les mains des Américains ne suffit plus à ga-

rantir la paix du monde, car la menace d'un bombardement atomique ne peut arrêter un pays qui a le moyen de répondre à ce bombardement par un bombardement de même nature et de même envergure ; rien n'empêche plus une agression russe.

Mais alors, une question se pose : dans le cas où cette agression se produirait, Washington riposterait-il, comme il continue à l'affirmer, par des mesures de « représailles », de représailles atomiques ?

Rien n'est moins sûr.

Autant il était certain qu'il en aurait été ainsi lorsque les Etats-Unis avaient un quasi-monopole des armes nucléaires, autant il est bien probable que dans la crainte de voir le continent américain être à son tour l'objet de « représailles », Washington, de même que Moscou d'ailleurs, n'utilisera les armes nucléaires que le jour où le déroulement de la guerre aurait conduit l'un des deux adversaires à une situation désespérée.

Prenez un exemple !

Supposons que la Russie attaque demain — ou, pour être plus précis, le jour, peu éloigné, où elle disposera de fusées capables d'atteindre les Etats-Unis — un pays du Proche-Orient, mettons, si vous le voulez, la Turquie ou l'Iran.

Croyez-vous alors vraiment, qu'Eisenhower, ou tout autre président des Etats-Unis, dont l'ordre personnel est nécessaire pour qu'il puisse être fait usage de bombes à uranium ou à hydrogène, donnerait un tel ordre s'il savait que dès que les Russes auraient vent du départ d'un avion porteur d'une bombe atomique, ils déclencheraient un tir de fusées sur New-York ?

Pour moi, cela me semble peu vraisemblable. Eisenhower ou son successeur donnerait, au contraire, l'ordre strict de s'en tenir aux armes « classiques » — à condition bien entendu que les Russes en fassent autant, ce qui est fort probable étant donné la supériorité de leurs forces terrestres.

Et même, si ce n'était pas seulement un pays du Proche-Orient qui soit attaqué, si c'était un pays de l'Ouest européen, l'Allemagne occidentale par exemple, il y aurait de fortes chances pour qu'il en soit de même.

Ce n'est que le jour où le territoire américain lui-même serait sous la menace directe d'une invasion russe — et encore ! — que l'ordre d'utiliser l'arsenal atomique pourrait être donné.

De sorte que la ou les prochaines guerres risquent d'être faites, au moins jusqu'à la veille du dénouement final, au moyen tout simplement des bons vieux obus à trinitrotoluol, à l'exclusion de tout projectile nucléaire.

Or, c'est au moment même où s'ouvre une telle perspective que, prétendant faire œuvre de « modernisme », le nouveau gouvernement conservateur anglais charge le nouveau ministre de la guerre de diminuer les forces armées du type classique, en prétendant que cette diminution pourra être compensée par un accroissement des moyens « modernes » de défense, c'est-à-dire par des armes atomiques ou des armes de défense contre les armes atomiques !

En vertu de ce que nous avons dit plus haut, cette décision du gouvernement Mac Millan montre que, malgré sa prétendue volonté novatrice, l'état-major britannique, tout comme un

vulgaire état-major français, est toujours en retard, sinon d'une guerre, au moins d'une estimation dans la nature de la guerre qu'il aura à conduire.

Il était, certes, ridicule, alors que l'Amérique jouissait d'une supériorité incontestable dans le domaine des armes atomiques, d'entretenir une multitude d'hommes sous les armes ; mais aujourd'hui qu'une telle supériorité n'existe plus, ou, pour le moins, est en voie de disparition, aujourd'hui que la possession des armes nucléaires par les deux parties en rend leur emploi peu probable durant une longue période d'hostilités préliminaires, réduire les forces classiques, pour lesquelles l'Occident est déjà très inférieur à la Russie, est une aventure terriblement dangereuse.

UN SABRE DE BOIS

C'est à la lumière de ce qui précède qu'il faut juger la valeur de la déclaration d'intentions américaine que l'on a baptisée du nom pompeux et ridicule de « doctrine ».

Par cette déclaration, le gouvernement américain fait savoir au monde son intention de venir au secours de tout pays du Proche-Orient qui serait attaqué par la Russie ou l'un de ses satellites, si ce pays réclamait son aide.

Or, si l'on admet que, pour la raison indiquée plus haut, l'Amérique n'emploiera pas, en cette occasion, ses armes atomiques (1), elle n'aura, à peu près, pour résister aux Russes que les mitrailleuses, les canons et les bombes qu'elle a utilisés durant la guerre de Corée. L'on sait que, durant cette guerre, l'armée américaine fut loin de faire merveille ; elle s'y montra incapable de battre les Chinois, devant se contenter, après de longs mois de lutte, de terminer la bataille par un armistice qui ne faisait ni vainqueurs ni vaincus.

Eh bien ! si l'armée américaine a été incapable de battre les Chinois en Corée alors que ceux-ci commençaient à peine à avoir une armée moderne, il apparaît comme à peu près certain qu'elle sera encore beaucoup plus incapable de vaincre les Russes aujourd'hui dans le Proche-Orient. Le soldat américain n'est certainement pas supérieur à ce qu'il était en 50 ; l'état-major américain ne disposera pas à proximité du champ de bataille d'une base aussi étendue et aussi pratiquement invulnérable que celle qu'il avait avec le Japon ; si, il est vrai, il pourra compter sur un allié solide, la Turquie, dont la capacité militaire dépasse largement celle de la Corée du sud, il lui faudra compter aussi avec un arrière-pays sans doute probablement hostile, toute l'Arabie, de l'Irak à l'Égypte, étant peu désireuse de voir s'introduire chez elle ou chez ses voisins immédiats, les soldats d'un pays étroitement lié aux vires puissances colonialistes, qui sont pour elle l'ennemi numéro 1 ; enfin et surtout, l'armée russe d'aujourd'hui est certainement d'une force très supérieure à ce qu'était l'armée chinoise d'il y a six ans.

Le sabre qu'agite présentement Eisenhower avec sa « doctrine » n'est donc tout juste qu'un sabre de bois, pas plus capable de rassurer ses futurs alliés que d'effrayer les Russes. Lorsque le sabre du Pentagone, grâce à la supériorité

(1) Selon son excellente habitude, Truman a déjà mis les pieds dans le plat. Déposant devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, sur la doctrine Eisenhower, il a déclaré qu'il était nécessaire que les États-Unis disposent de forces militaires suffisantes pour agir dans le Proche-Orient « sans déclencher de guerre atomique ».

atomique, n'était pas de bois, il n'y avait nul besoin de l'agiter ; aujourd'hui où Washington est incapable, en fait, de protéger l'Orient contre Moscou, il faut donc, au contraire, faire croire, par des déclarations menaçantes, que l'on est capable de le faire. Voilà le pourquoi de la « doctrine Eisenhower ».

Mais cette « doctrine » comprend un second point : le Congrès est invité à donner au Président un pouvoir qui n'a jamais été accordé à aucun de ses prédécesseurs, celui de disposer à son gré au bénéfice des États du Proche-Orient de plusieurs centaines de millions de dollars qu'il pourra donner à qui il voudra, aux conditions qu'il voudra, pour faire ce qu'il voudra. Ce seront de véritables « fonds secrets », un chèque en blanc pour acheter les États du Proche-Orient.

Mais ceux-ci se laisseront-ils acheter ?

Il y a seulement quelques années, la réponse n'aurait pas été douteuse. Elle eût été affirmative. Ces États ultra-pauvres étaient prêts à se vendre à n'importe qui. Seulement, aujourd'hui, ces pays ne sont plus pauvres. Depuis que le pétrole y surgit à flots, et surtout depuis que, grâce à Mossadeq, les tenants des anciennes concessions pétrolières et ceux qui ont acquis les nouvelles ont dû consentir à doubler les redevances qui étaient jusqu'alors la règle, ces États, sinon leurs populations, sont riches. Ils le sont au moins suffisamment pour ne pas être obligés d'accepter les dons ou les prêts d'un « bienfaiteur » à n'importe quelles conditions, d'autant plus que s'il leur arrive d'avoir tout de même un urgent besoin d'argent, ils peuvent être à peu près certains d'en trouver, comme ils ont trouvé des armes, auprès de la Russie, ce qui n'était pas le cas non plus il y a quelques années, et à des conditions que le Kremlin, on peut en être sûr, s'arrangera pour rendre plus favorables que celles exigées par le Département d'État. De même qu'aux bombes atomiques américaines la Russie peut opposer maintenant ses propres bombes, le rouble peut maintenant s'opposer au dollar, et de ce fait les possibilités de pression économique de l'Amérique se sont aussi évanouies que l'efficacité de ses menaces militaires.

Le second tranchant du sabre présentement agité est donc tout autant de bois que le premier. La « doctrine Eisenhower » est tout juste du vent.

CHOSSES D'OUTRE-MER

Les « bicots » doivent demeurer des « bicots »

Rendons grâce à Lacoste et à Mollet, ils viennent de faire à l'intention de l'O.N.U. une double et éclatante démonstration.

D'une part, en utilisant des méthodes terroristes qui n'ont jamais été employées à ma connaissance par aucun État, même totalitaire, même à Budapest, pour tenter de briser la grève d'été commencée le 28 janvier, en enfonçant les devantures des boutiques après avoir invité à leur pillage (2), en violant la liberté du

(2) Je parle ici de cet ordre du jour de Massu prévenant les commerçants qui fermentaient, que leurs portes seraient enfoncées et qu'il déclinerait toute responsabilité pour le sort des marchandises contenues dans les boutiques. Ce n'est qu'au cours de la première journée de grève, lorsque le pillage eut commencé à prendre des proportions inquiétantes qu'il émit une seconde déclaration prévenant que tout pillard serait fusillé sur-le-champ. Bien entendu, aucun pillard ne fut fusillé ; on se contenta

domicile en obligeant les travailleurs à sortir de leurs demeures, en violant la liberté du travail en « réquisitionnant » des centaines de fonctionnaires et ouvriers et en en amenant d'autres sur « des lieux de travail » sous l'encadrement de la troupe et parfois les mains derrière la tête, en faisant licencier ensuite, au lendemain de la fin de la grève, des milliers de travailleurs dont on prétendait pourtant qu'ils n'avaient été grévistes que « par peur », Lacoste et Mollet ont fourni la preuve de l'adhésion unanime qui est apportée par la population musulmane d'Alger à l'action du F.L.N.

D'autre part, en appliquant ces mesures de travail forcé aux musulmans d'Algérie, alors que Mollet et Pineau venaient quelques semaines auparavant de dénoncer avec raison comme une atteinte intolérable au droit de l'homme la menace faite par Nasser (non suivie d'effet) d'obliger au travail les employés de la Compagnie de Suez, de même qu'en violant à l'égard des commerçants musulmans, les droits sacrés de la propriété, ils ont fait la preuve que, pour eux, comme pour tout « bon Français », les droits de l'homme ne s'appliquent pas aux musulmans algériens, car ceux-ci ne sont que des « bicots » et doivent, en conséquence, être traités, non comme des hommes, mais comme des « chiens ».

Il y a longtemps que nous savions ces deux choses ; il n'est point mauvais qu'elles aient été confirmées d'une manière aussi spectaculaire.

M. Massu a bien travaillé ; aucun bureau de recrutement pour l'armée de la libération n'aurait pu faire aussi bien.

Les premiers bouillonnements d'une démocratie

Aucun pays arabe n'est aussi mûr pour la démocratie que l'est la Tunisie. Aussi n'est-il point étonnant que dès aujourd'hui on perçoive les bouillonnements habituels de toute démocratie.

Il n'est point de démocratie sans l'existence face au gouvernement, d'une opposition. Les premiers signes d'une opposition se décèlent en Tunisie.

C'est l'Action, hebdomadaire néo-destourien de langue française, qui préfère se saborder plutôt que de se plier aux consignes gouvernementales.

C'est la scission de l'U.G.T.T., puis le remplacement de son secrétaire général, deux choses dont les circonstances précises nous sont encore inconnues, mais qui résultent certainement l'une et l'autre de l'opposition manifestée au sein de l'organisation syndicale à l'égard de certains aspects de la politique économique gouvernementale.

L'existence de cette opposition naissante, basée, en partie au moins, sur l'opposition des classes, réjouira sans doute les colonialistes à courte vue qui y verront un signe d'affaiblissement du « front national » qui les a privés de leur protectorat ; pour nous, nous y voyons, au contraire, un signe de force.

Jamais la France n'a été aussi forte, aussi virile, aussi « grande » dans tous les domaines, qu'au cours de ce XIX^e siècle (de 1789 à 1918), durant lequel le heurt tragique des partis et des classes, culminant à sept reprises en révolutions (sans compter les insurrections), n'a jamais cessé.

d'en déférer quelques-uns aux tribunaux, qui les condamneront à des peines dérisoires telles que 15 jours de prison avec sursis : une invitation à recommencer.

Signal d'alarme

La fin rapide de la rébellion berbère du Tafilalet ne doit point faire sous-estimer sa signification.

Nous avons souligné à plusieurs reprises le dualisme fondamental qui existe au Maroc entre les populations arabes et les populations berbères.

Dualisme qui maintint au cours des siècles l'empire marocain divisé en territoire « maghzen » et en pays « insoumis » ; dualisme qui se manifesta lors de la conquête française par le fait que jusqu'après le départ de Lyautey l'armée française n'osa se risquer au cœur du pays berbère, se contentant d'occuper presque exclusivement le « Maroc utile », c'est-à-dire le Maroc arabe ; dualisme dont enfin l'administration française chercha à se servir en tentant de dresser les Berbères contre le mouvement national arabe.

Dualisme fondamental car c'est celui qui a partout opposé les gens de la montagne à ceux de la plaine : les highlanders aux habitants de la Basse-Ecosse, les Serbes aux Croates, les Lolos aux Chinois, les Mois aux Annamites, etc.

Au Maroc, ce dualisme revêt une importance particulière du fait que les montagnards occupent la plus grande partie du territoire depuis l'extrême-nord (Rif) jusqu'à l'extrême-sud (Anti-Atlas), et groupent presque la moitié de la population.

Surmonter ce dualisme est donc la tâche essentielle qui attend le nouvel Etat. Pour ce faire, il lui faudra beaucoup de prudence. Toute tentative d'arabiser par force la population berbère, de la priver de son droit coutumier et de ses djemaa pour la soumettre au droit coranique et à la justice des cadis, risquerait de mettre en péril l'existence même du Maroc comme Etat.

Une défaite qu'on présente comme une victoire

M. Defferre se contente de peu. Parti à New-York pour faire abandonner par l'O.N.U., son droit de tutelle sur le Togo, il n'a même point osé en faire la proposition. Tout au contraire, il a dû accepter l'envoi au Togo d'une mission d'inspection de l'O.N.U. et se contenter de clai-ronner comme une victoire le fait que l'O.N.U. se soit félicitée du régime de semi-autonomie que la France avait accordé à l'ancienne colonie allemande dans l'espoir de faire mettre fin par là au mandat.

La double décision de l'O.N.U. de se féliciter de la semi-autonomie et de maintenir son droit de tutelle fut sage.

Mieux vaut une semi-autonomie que rien du tout, et c'est pourquoi nous joignons volontiers nos félicitations à celles de l'O.N.U. Par contre, les anciennes colonies allemandes n'ont été confiées aux pays mandataires qu'à la condition expresse que ceux-ci les conduisent à l'indépendance. A l'indépendance, et non à l'autonomie ou à la semi-autonomie. Jusqu'à ce qu'une indépendance totale ait été donnée au Togo, comme celle que la Grande-Bretagne vient d'accorder à la Côte de l'Or et s'appête à donner à la Nigeria, le Togo doit rester un territoire sous mandat, soumis, comme tel, à la surveillance de l'O.N.U. Si celle-ci avait pris une décision contraire, elle aurait violé de la manière la plus flagrante les traités qui ont mis fin à la guerre de 14 et renié les engagements pris alors à l'égard des populations indigènes.

